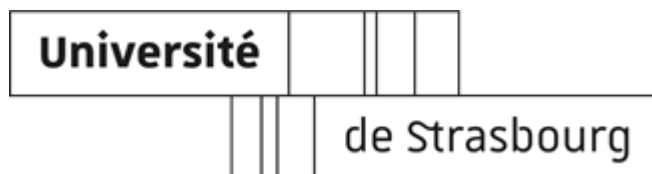


MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX



Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine et de l'Immobilier
Département des contrats immobiliers
18 rue GOETHE
CS 90032
67070 STRASBOURG

ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX DE REFECTION DES TOITURES DES BATIMENTS DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

Date et heure limites de réception des offres

Vendredi 1^{er} aout 2025 à 15 H 00

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE :	4
1.6 NOMENCLATURE INTERNE DE L'UNIVERSITE	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 - DUREE	5
2.2 - VARIANTES	5
2.3 - DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.4 - MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.6 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.1 - MAITRISE D'ŒUVRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.2 - CONTROLE TECHNIQUE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.3 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1 PIECES DE LA CANDIDATURE DE L'ACCORD CADRE	7
5.2 PIECES DE L'OFFRE	9
ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	15
8.2 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE :	15
ARTICLE 9 : NEGOCIATION	15

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **Accord cadre mono-attributaire relatif aux travaux de réfection des toitures des bâtiments de l'Université de Strasbourg.**

Lieu(x) d'exécution : Les prestations du présent accord-cadre concernent l'ensemble des projets susceptibles d'être réalisés sur les différents campus de l'Université de Strasbourg. (Le lieu sera précisé à chaque bon de commande).

Cependant l'Université de Strasbourg se réserve le droit de passer par le biais d'une consultation extérieure pour réaliser les prestations concernées pour des raisons budgétaires, techniques ou de contraintes de planning.

Nota :

Il est demandé aux candidats de porter une attention particulière sur les modalités d'attribution fixées à l'article 5 du présent règlement de consultation (R.C.)

1.2 - Etendue de la consultation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée ouverte, soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123- 1 du Code de la Commande publique.

Cette consultation sera passée en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande publique relatifs aux accords-cadres à bons de commande.

L'accord-cadre implique pour le pouvoir adjudicateur un engagement à passer, pendant toute la durée de l'accord, les bons de commandes au près du prestataire désigné pour toute commande destinée à couvrir ses besoins en réfection des toitures des bâtiments.

Il s'agit d'un accord-cadre, attribué à un seul opérateur économique par lot, sans minimum, avec un maximum de 5 000 000 € sur la durée totale de l'accord cadre.

Le pouvoir adjudicateur prévoit, que le montant de chaque bon de commandes passé sur la base de cet accord-cadre sera sans minimum, ni maximum.

A titre indicatif et sans valeur contractuelle le montant global des bons de commandes passés dans la cadre de l'accord-cadre précédent avoisine 1 550 000 € HT pour les travaux d'étanchéité et 405 000 € HT pour les travaux de charpente, couverture, zinguerie pour un total de de 1 955 000 € HT.

L'accord-cadre ne comporte aucun engagement minimal de commandes auprès du titulaire qui sera désigné.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en 2 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Etanchéité
2	Charpente - Couverture - Zinguerie

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

L'accord cadre ne prévoit pas de tranches optionnelles.

Chaque bon de commande définira les lieux d'exécutions concernés.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

Les concurrents se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord-cadre est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus conformément à l'article R.2142-22 du Code de la Commande publique.

1.5 - Nomenclature communautaire :

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>		
Lot 1	45261420-4	Travaux d'étanchéification
Lot 2	45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes

1.6 Nomenclature interne de l'Université

La classification principale de la nomenclature interne propre à l'Université de Strasbourg est la suivante :

<i>Classification principale</i>
BE.03 - ETANCHEITE, BARDAGE, COUVERTURE ET ZINGUERIE

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée

Durée de l'accord cadre :

La durée de l'accord-cadre est fixée à l'acte d'engagement conformément aux stipulations du C.C.A.P. DCI 2025 602. Celle-ci est de 1 an à compter de sa notification, reconductible de manière tacite par période d'une année, dans la limite de 3 reconductions au maximum. La durée totale du marché ne pourra pas être supérieure à 4 ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

2.2 – Variantes

Aucune variante, n'est imposée ni autorisée au stade de l'accord-cadre.

2.3 - Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres de l'accord-cadre est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Le délai de validité de chaque bon de commande est fixé à **90 jours** à compter de la date d'envoi du bon de commande.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes:

- Règlement de la Consultation (R.C.) ;
- Acte d'engagement (A.E.) pour chaque lot et ses annexes ;
 - L'annexe 1 à l'Acte d'Engagement relative à la désignation des cotraitants et à la répartition des prestations ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières pour chaque lot (C.C.T.P) ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Le cadre de mémoire environnemental ;
- La fiche d'identification du candidat.
- Les annexes : exercice de simulation pour chacun des lots.

L'ensemble des pièces ci-dessus sont acceptées sans réserve par les candidats. Seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plate-forme de dématérialisation où elle renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, ...). Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB) n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres (Soit le 25/07/2025)**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>. A défaut de transmission de ces formulaires, les éléments indiqués ci-dessous devront être apportés par le candidat (documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux visés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, l'Université de Strasbourg accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du Code de la Commande Publique.

Le document unique de marché européen devra obligatoirement être rédigé en français

IMPORTANT : La présentation des plis en deux enveloppes n'est désormais plus obligatoire. Toutefois, pour une meilleure lisibilité de l'offre, il est souhaitable que les documents relatifs à la candidature ne soient pas mélangés aux documents relatifs à l'offre.

4.1 Pièces de la candidature de l'accord cadre

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, **datées et signées** par lui :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Assurances RC & Décennale	Assurance permettant d'assurer sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels : en particulier une copie des attestations d'assurance « Responsabilité Civile » et « Décennale »
Chiffre d'affaire	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire DC2)
Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des marchés de même nature
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Références travaux	Liste de travaux exécutés (3 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations doivent indiquer et préciser le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
Certificats de qualifications professionnelles	Lot 01 : Références Qualibat suivantes ou qualifications équivalentes : N°3213 : Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (Technicité supérieure) N°3223 : Etanchéité en matériaux de synthèse en feuilles (Technicité supérieure)
	Lot 02 : Références Qualibat suivantes ou qualifications équivalentes :

	<p>N° 3101 : Tuiles à emboîtement ou à glissement</p> <p>N° 3123 Tuiles plates (Technicité supérieure)</p> <p>N° 3133 Ardoises (Technicité supérieure)</p> <p>N° 3152 Couverture en métaux sauf plomb (Technicité confirmée)</p> <p>N° 3193 Couverture du patrimoine (Monuments Historiques)</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Remarque : le Code des marchés publics, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sont tous abrogés à partir du 1^{er} avril 2019 et remplacés par le Code de la commande publique.

Par conséquent, l'attestation sur l'honneur des candidats devra impérativement être mise à jour (anciennement article 43 et 44 du Code des marchés publics et articles 45 et 48 de l'ordonnance), et viser les articles du Code de la commande publique en vigueur.

Suite à l'arrêté du 23 Février 2012 (Formation des travailleurs à la Prévention des Risques Amiante), tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-139 précité et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-113 et R. 4412-139 à R. 4412-148 du code du travail.

La validation des compétences est attestée par la délivrance au travailleur d'une attestation de compétence. L'attestation de compétence permettant de réaliser les activités et les interventions définies à l'article R. 4412-139 est délivrée par l'organisme de formation ou par l'employeur qui a dispensé la formation.

Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique et selon le modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne, le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
-

Par ailleurs dans l'objectif d'allègement des délais de procédure, il est conseillé de joindre les déclarations fiscales et sociales (ex : liasse 3666 et la déclaration URSSAF), ainsi que les pièces mentionnées aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail. Toutefois, en cas d'impossibilité, l'absence de ces documents n'entraînera ni rejet, ni pénalités.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.;

4.2 Pièces de l'offre

Un projet d'accord-cadre comprenant :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement et ses annexes
Bordeaux des prix unitaires	Bordereau des prix unitaires
Mémoire technique	Mémoire technique à produire par le candidat contenant les éléments demandés dans le fichier mémoire technique
Mémoire environnemental	Mémoire environnemental à produire par le candidat contenant les éléments demandés dans le fichier mémoire environnemental

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le candidat est réputé accepter les termes de toutes les pièces constituant le présent dossier de consultation. Seuls les exemplaires originaux conservés par l'administration font foi.

Nota : Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2142-1 à L.2152-8, L.2152-8, R.2152-1 à R.2152-13 du code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères relatifs à la candidature sont :

Capacités professionnelles, techniques et financières

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	Points
1- Prix des prestations <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des prix figurant au BPU 	45
2- Valeur technique <ul style="list-style-type: none"> - Simulation de travaux <ul style="list-style-type: none"> - Devis des travaux envisagés en suivant les items du BPU - Notice descriptive justifiant des choix techniques proposés - Qualité du planning prévisionnel de l'opération - Qualité du Plan d'Installation de Chantier - Moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations de l'accord cadre - Méthodologie et moyens de garantir la santé et la sécurité du chantier et des avoisinants. - Moyens matériels et méthodologie de maintien de qualité des prestations 	50 30 10 10 5 5 10 5 5
3- Valeur environnementale <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales de la prestation (gestion des déchets, nuisances et consommation énergétique) 	5

Modalités d'analyse du critère « prix des prestations »:

Il sera tenu compte des renseignements fournis par le candidat dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les bordereaux des prix unitaires seront analysés par comparaison des valeurs de chaque ligne. La solution la moins chère reçoit la note maximum. Le document totalisant le plus de points de notation recevra la note de 45 points. Les autres offres sont alors également repondérées suivant un produit en croix :

$$\frac{\text{Offre analysée} \times 45}{\text{Offre ayant eu la meilleure note}}$$

Les critères concernant la valeur technique des prestations seront notés de la manière suivante:

Ils seront notés sur la base des éléments indiqués par le candidat dans mémoire technique créée sur la base du cadre de mémoire technique de l'accord cadre.

Chaque sous-critère sera noté sur 1 comme suit :

1/1: proposition très satisfaisante, standard élevé, parfaitement renseigné

0,8/1: proposition satisfaisante

0.65/1 : proposition convenable, standard au-dessus du moyen,

0,5/1: proposition correcte, large présence d'observations spécifiques

0.35/1 proposition passable, présence ponctuelle d'observations spécifiques

0,20/1: proposition suffisante, renseignements généraux non spécifiques à l'opération

0/1: absence d'information ou hors sujet

Cette note sur un sera ensuite ramenée à la note de chaque sous-critère.

La note finale obtenue pour la valeur technique sera reportée dans le classement final.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R.2143-5 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique.

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales (attestation de - de 6 mois).
Certificat de régularité au regard des obligations sociales	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise (attestation de - de 6 mois).
Déclaration sur l'honneur	Une déclaration sur l'honneur pour justifier, qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail
Assurance	Attestation d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité
Liste des travailleurs étrangers	Liste nominative des travailleurs étrangers (Document de - de 6 mois)
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 Dématérialisation des marchés publics

Dans le cadre de la réforme des marchés publics et à compter du 1er octobre 2018, l'ensemble des procédures de passation des marchés publics seront obligatoirement dématérialisées c'est-à-dire conclues par voie électronique via la plateforme des achats de l'Etat PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis des candidats devront être transmis électroniquement dans les conditions prévues à l'article 7.2 du présent règlement de consultation.

Tout envoi de plis par voie papier est irrégulier. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser ou non ces offres en vertu des articles R.2152-1 et R2152-2 du code de la Commande publique.

Les candidats pourront transmettre une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre dans les conditions prévues à l'article 6.3 du présent règlement de consultation.

L'ensemble des échanges entre les entreprises et l'Université de Strasbourg se fera via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

- Mise en ligne des documents de la consultation ;
- Echange questions/réponses ;
- Information des candidats non retenus ;
- Demande de complément de candidature ;
- Demande documents administratifs dans le cadre du formulaire NOT11 ;
- Envoi des documents de la notification à l'attributaire.

6.2 Envoi dématérialisé

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Seule une copie de sauvegarde des plis pourra être transmise sur un support physique électronique, dans les conditions prévues à l'article 6.3 du présent règlement de consultation.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme « PLACE » :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions
- Outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître d'ouvrage.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Avertissement :

Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) seront autorisés (niveaux ** et *** RGS).

Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Horodatage :

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

6.3 Transmission d'une copie de sauvegarde

Les candidats peuvent transmettre dans les délais impartis pour la remise des plis, sous pli scellé, et en complément d'un pli dématérialisé, une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et respecter les conditions suivantes :

- Un fichier comportant les pièces de la candidature ;
- Un fichier distinct comportant les pièces de l'offre.

Les candidats transmettent la copie de sauvegarde de leur candidature et offre sous pli cacheté sur lequel apparaissent clairement :

- la **dénomination et les coordonnées de la société candidate**
- ainsi que la mention :

Copie de sauvegarde pour l'offre :

**ACCORD CADRE RELATIF AUX TRAVAUX DE REFECTION DES TOITURES DES BATIMENTS DE
L'UNIVERSITE DE STRASBOURG**

Les copie de sauvegarde sont transmis par voie postale, en courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

Ils sont adressés à :

**Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers
18, rue Goethe
CS 90032
67081 STRASBOURG cedex**

et devront être **réceptionnés** au plus tard aux date et heure limites fixées pour la réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres transmises par télécopie ou par courriel ne sont pas acceptées.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres (22/07/2025)**, une demande via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur la page de la consultation :

<https://www.marche-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, via la plateforme PLACE, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **7 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres (25/07/2025)**.

7.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place :

Il n'y a pas de visite prévue dans le cadre de la procédure de consultation et attribution de l'accord-cadre.

Article 8 : Négociation

En application de l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande publique, l'Université de Strasbourg se réserve la possibilité de négocier ou d'attribuer le présent accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation. Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition financière au stade de l'Accord-Cadre initial.

Cette négociation se déroulera dans le respect des principes d'égalité de traitement, de non-discrimination et d'obligation de transparence prévus dans les principes fondamentaux de la commande publique et sera engagée sous forme de courriers électroniques en passant par la plateforme PLACE ou de rencontres physiques avec l'ensemble des soumissionnaires.

Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.